



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

## LE VOLET PARLEMENTAIRE DE LA PMA-IV

**Allocution de l'Ambassadrice Anda Filip  
Observatrice permanente de l'Union interparlementaire aux Nations Unies**

**Deuxième session du Comité préparatoire intergouvernemental de  
la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés  
New York, 4 avril 2011**

Monsieur le Président,

Je vous suis reconnaissante de me donner aujourd'hui l'occasion de vous tenir informé de nos efforts pour fournir un apport parlementaire digne à la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA et à son suivi.

J'aimerais m'attarder en particulier sur les trois axes de nos travaux à Istanbul, à savoir un Forum parlementaire, un message des parlements à la Conférence, et le lancement d'une nouvelle initiative de mobilisation des parlements en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Pour plus de facilité, permettez-moi de rappeler brièvement les trois **objectifs** principaux **du volet parlementaire** que l'UIP coordonne avec le soutien du Bureau du Haut Représentant : 1) faciliter la contribution des parlements à l'examen au niveau national, aux consultations de fond et, le cas échéant, au document final de la conférence; 2) promouvoir la participation de parlementaires à la Conférence des Nations Unies et aux préparatifs nationaux de cette manifestation; et 3) associer les parlements à la mise en œuvre du nouveau Programme d'action au cours de la prochaine décennie.

Le **Forum parlementaire** durera une journée et aura lieu le 8 mai, la veille de la conférence. Ainsi que je l'ai mentionné à notre dernière réunion, comme le document final de la conférence aura été rédigé au moment où nous nous réunirons à Istanbul, le Forum sera pour les parlements l'occasion, d'une part, de faire le point et, d'autre part, de planifier et de commencer à inventorier les moyens dont ils disposent pour soutenir le PAI. Le Forum est organisé conjointement par l'UIP, la Grande Assemblée nationale de Turquie et le Bureau du Haut Représentant (OHRLLS), et nous sommes heureux que le Secrétaire général de l'ONU ait confirmé qu'il serait des nôtres pour l'ouverture du Forum.

Une lettre d'invitation commune a été envoyée le 2 mars à tous les présidents de parlement pour appeler leur attention à la fois sur le Forum et la Conférence, et les encourager à faire en sorte que des parlementaires fassent partie des délégations nationales à la conférence des Nations Unies. Grâce à la générosité du Gouvernement turc et du Bureau du Haut Représentant (OHRLLS) qui, collectivement, couvrent les frais de participation de deux parlementaires de chaque PMA, nous attendons une

assistance nombreuse d'au moins 200 parlementaires. Comme les délégations nationales, pour la plupart, ne se sont pas encore annoncées, permettez-moi de vous encourager tous une nouvelle fois à veiller à ce qu'elles comptent des parlementaires.

Leur présence dans les délégations serait conforme, soit dit en passant, aux dispositions des récentes résolutions de l'Assemblée générale sur la coopération entre les Nations Unies, les parlements nationaux et l'UIP. Les parlementaires devraient être, autant que possible, issus de partis de l'opposition comme de ceux de la majorité et représenter les deux sexes en vue d'un certain équilibre entre hommes et femmes.

Quant au programme du Forum, dont vous trouverez des exemplaires au fond de la salle, nous avons essayé de l'ouvrir sur l'avenir, afin que l'attention porte non seulement sur les dix dernières années mais aussi sur les initiatives concrètes que les parlements peuvent prendre pour soutenir la mise en œuvre du PAI dans les prochaines années. Nous discuterons par exemple de la nécessité pour les parlements de dresser leur propre **plan d'action**, avec des objectifs opérationnels clairs. Conçue pour être aussi interactive que possible, la réunion se compose de quatre segments courts qui comportent des exercices de groupe et de brèves présentations de participants. Nous allons aussi informer les parlementaires des travaux de la conférence et en particulier des nombreuses manifestations spéciales auxquelles ils seront encouragés à assister. Bref, nous voulons que le Forum aide à créer une dynamique et suscite chez les parlementaires un intérêt passionné pour le nouveau Programme d'action.

Quant au **message des parlements** à la Conférence, ce sera une brève déclaration politique dont la teneur sera arrêtée mi-avril lors de la prochaine Assemblée de l'UIP, où nous attendons des délégations de haut niveau de pratiquement tous nos parlements membres. Nous sommes assez confiants quant à l'accueil que recevra ce message de la Conférence des Nations Unies sur les PMA, et nous espérons qu'il figurera dans la documentation de base qui sera remise à toutes les délégations. Mais surtout, le message est conçu pour inciter les parlements *eux-mêmes à agir* en faveur des PMA. Il évoquera notamment le vaste éventail de questions qui touchent les PMA dans le monde actuel, cherchera à contrebalancer les mécanismes du marché par des politiques gouvernementales volontaristes et prônera l'établissement, à tous les niveaux, de solides partenariats entre toutes les parties prenantes.

Le message insistera sur l'importance de la gouvernance comme condition du développement. Il mettra en avant le rôle et la responsabilité propres aux parlements comme piliers de la bonne gouvernance, et les invitera notamment à améliorer leurs procédures et méthodes de travail, à soumettre à un examen plus rigoureux les plans de développement national et les rapports sur ce sujet et à veiller à ce que la vie politique de leur pays soit ouverte, sans exclusive et représentative et à ce que les représentants politiques soient comptables devant le peuple. Le message à la conférence sera introduit par une déclaration officielle qui, nous l'espérons, pourra être prononcée le premier jour et qui rendra compte aussi des résultats du Forum parlementaire, ainsi que du volet parlementaire dans son ensemble.

Le troisième et dernier apport à la conférence sera une **proposition de projet qui s'appuie sur la coopération passée entre l'ONU et l'UIP** pour continuer à mobiliser les parlements en faveur de la mise en œuvre du PAI pendant toute la décennie et qui comporte une première phase déjà prévue pour la période 2011-2015. Le projet est une entreprise conjointe de l'UIP et de l'OHRLLS et bénéficie du soutien de la Grande Assemblée nationale de Turquie et du PNUD, auxquels s'ajouteront peut-être d'autres partenaires et donateurs. Le principal objectif du projet sera d'inciter les parlements à évaluer

leur travail sur les questions de développement, en particulier sur des plans comme le PAI, en examinant notamment leurs mécanismes internes de contrôle et de définition des politiques, ainsi que leurs relations avec des publics extérieurs.

Pratiquement, le projet prévoit l'extension du système actuel des points focaux parlementaires à tous les parlements des PMA, mais aussi à d'autres pays. Il vise à une circulation régulière d'informations concernant les politiques, à des échanges de bonnes pratiques au niveau national même, entre les points focaux parlementaires, les points focaux gouvernementaux et le Coordonnateur résident des Nations Unies.

A la demande expresse de parlements et pour répondre à une préoccupation exprimée dans plusieurs rapports sur la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles, le projet aidera aussi à renforcer les capacités et fournira aux parlements des outils spécifiques pour leur permettre d'œuvrer de manière plus efficace à l'exécution du PAI et, en fait, de tous les autres plans de développement.

Monsieur le Président,

Enfin, à propos des négociations en cours sur le document final d'Istanbul, je tiens à dire que nous étions très satisfaits des propositions originales contenues dans le projet zéro, qui répondaient, à notre avis, à bon nombre de souhaits exprimés tout au long du processus préparatoire. Nous tenions notamment à ce qu'il soit fait explicitement mention de la participation des parlements, nécessaire à une large adhésion de la nation au PAI et au développement en général; d'une plus forte interaction entre l'exécutif et le législatif dans un esprit de coopération, mais avec des rôles clairement définis pour chacun; du développement des capacités des parlements, en particulier ceux des PMA, afin qu'ils puissent s'acquitter de leurs fonctions législative, budgétaire et de contrôle; du travail accompli par les parlements pour rendre l'aide plus efficace et du renforcement des liens entre les parlements et la société civile.

Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, le projet zéro a été disséqué au cours des négociations, à telle enseigne que des passages clés sont à présent reformulés ou carrément supprimés. Nous aimerions inviter les Etats membres à ne pas laisser perdre ces idées importantes et à veiller à ce qu'elles soient exprimées de manière suffisamment explicite dans le document final. Ce serait une déception d'arriver à Istanbul pour ne trouver qu'une réplique du Programme d'action de Bruxelles, dans lequel les parlements n'étaient même pas mentionnés. Je puis vous assurer que les parlements et les parlementaires viendront à Istanbul avec des trésors de bonne volonté. Veillons à préserver ce capital et à le mettre à profit.

En conclusion, je vous adresse tous mes vœux pour vos délibérations cette semaine et bien entendu pour la conférence, qui aura lieu dans un peu plus d'un mois. En ce qui concerne l'UIP, cela a été une expérience très gratifiante et nous attendons avec intérêt cette conférence comme l'un des meilleurs exemples de l'engagement des parlements dans le monde et auprès des Nations Unies.

Je vous remercie.